ASSEMBLÉE NATIONALE

14 novembre 2008

PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2009 - (n° 1127)
(Seconde partie)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° II - 553

présenté par
M. Michel Bouvard-----
ARTICLE 44

Après l'alinéa 18, insérer les quatre alinéas suivants :

« 3° Après le 2° , sont insérés trois alinéas ainsi rédigés :

« Les dispositions des 1° et 2° ne s'appliquent pas aux déficits provenant de la location directe ou indirecte de locaux d'habitation meublés ou destinés à être acquis jusqu'au 31 décembre 2010 :

« 1) faisant l'objet de travaux en cours au 1^{er} janvier 2009, ou devant faire l'objet de travaux après le 1^{er} janvier 2009, pour lesquels une demande de permis de construire ou une déclaration préalable de travaux a été déposée avant le 1^{er} janvier 2009, et pour lesquels aucune déclaration d'achèvement des travaux n'est intervenue avant le 1^{er} janvier 2009 ;

« 2) ou faisant l'objet au 1^{er} janvier 2009 d'une promesse de vente ou d'un contrat de réservation ou d'un mandat de vente signé avant le 1^{er} janvier 2009 ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les conséquences du changement de régime sont extrêmement importantes, et il s'agit donc, sans remettre en question l'entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2009 du dispositif, de préserver les programmes d'ores et déjà en cours, dont l'équilibre serait à défaut totalement compromis.

Il vous est donc proposé par cet amendement de ne pas appliquer les nouvelles mesures d'imputation des déficits aux programmes déjà lancés avant le 1^{er} janvier 2009.